

2016/048

Paris, le 30 mars 2016

Madame la Médiatrice,

Vous avez bien voulu ouvrir une enquête stratégique concernant la transparence des trilogues.

Je m'en réjouis, car c'est un sujet primordial pour le bon fonctionnement démocratique des institutions européennes.

En effet, la multiplication des trilogues et l'opacité de ceux-ci rend le contrôle du processus décisionnel très difficile pour les parlements de l'Union européenne. Elle rend également plus complexe la compréhension par la société civile et les citoyens européens du processus décisionnel et des différentes positions en présence.

Je comprends la nécessité d'organiser des réunions informelles entre les trois institutions, afin de garantir l'efficacité de la codécision. Toutefois, force est de constater que l'adoption des textes en première lecture est devenue la norme, s'éloignant de l'esprit des traités. Cette systématisation des accords précoces est facilitée par la multiplication des trilogues.

Ces trilogues permettent-ils toutefois de garantir l'efficacité et la rapidité du processus législatif européen ? Paradoxalement, la durée moyenne d'adoption des actes n'a pas cessé d'augmenter, selon le Centre d'études européennes de Sciences Po : cette durée est passée de 441 jours sous la Commission Prodi à 549 jours sous la Commission Barroso.

.../...

Madame Emily O'REILLY
Médiateur européen
1 avenue du Président Robert Schuman
CS 30403
F-67001 Strasbourg Cedex

Le recours à ces réunions trilatérales doit absolument être mieux encadré.

L'accord interinstitutionnel définitivement adopté en mars dernier prévoit que *« les trois institutions veilleront à la transparence des procédures législatives (...) y compris le traitement approprié des négociations trilatérales »*. C'est à mon sens loin d'être suffisant.

Parallèlement, la transparence de ces réunions doit être renforcée.

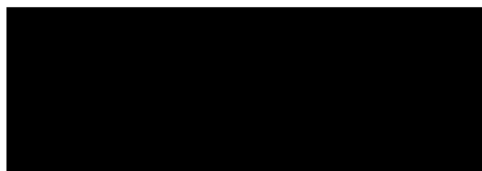
Une distinction doit être faite entre les réunions techniques, rassemblant les fonctionnaires des trois institutions, au cours desquelles aucune décision politique ne doit être endossée, et les réunions rassemblant les représentants politiques des institutions de l'Union : c'est sur ces dernières que le contrôle parlementaire doit principalement s'effectuer, et sur lesquelles les efforts de transparence doivent se focaliser.

Un registre public des trilogues, qui préciserait les dossiers en cours de négociation, le calendrier des discussions et éventuellement la composition des équipes de négociateurs devrait être mis en place. Les comptes rendus des réunions politiques ainsi que certains documents de travail (« tableaux à quatre colonnes », par exemple) devraient être publiés dans ce registre.

Surtout, le mandat des trois institutions devrait être publié de manière claire avant chaque trilogue, afin que les citoyens puissent identifier les positions en présence. Si c'est aujourd'hui le cas au Parlement européen, par le biais des résolutions adoptées en commission ou en plénière, ce n'est pas systématiquement le cas de la Commission européenne et du Conseil. Ces mandats devraient être publiés sur une même plate-forme, pour plus de lisibilité.

Enfin, une attention particulière devra être portée à la traduction des documents mis en ligne dans toutes les langues de travail de l'Union européenne, afin de rendre le processus décisionnel réellement accessible pour la société civile et les citoyens européens.

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de ma haute considération.



Danielle AUROI